



DERNIÈRES INFORMATIONS MONDIALES

Sous embargo strict jusqu'au mercredi 23 mai 2012 à 23h01 TU

Le Rapport 2012 d'Amnesty International couvre uniquement la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011. Cependant, la situation des droits humains dans le monde n'a pas cessé d'évoluer pour autant et des faits marquants ont défrayé la chronique depuis le début de l'année 2012. Le présent document résume ces événements.

- Le 11 janvier 2012 marquait le 10^e anniversaire du premier transfert de détenus vers la base navale des **États-Unis** située à Guantánamo Bay, à Cuba, à la suite des attentats du 11 Septembre. Malgré l'engagement pris par le président Barak Obama de fermer ce centre de détention avant le 22 janvier 2010, 171 hommes y étaient toujours détenus à la mi-décembre 2011. Au moins 12 d'entre eux faisaient partie de ce premier transfert, le 11 janvier 2002.
- Au moins 186 personnes ont été tuées à Kano, au **Nigeria**, dans les attentats à la bombe perpétrés le 21 janvier 2012, en huit endroits différents dans la ville, par des membres du groupe islamiste armé Boko Haram contre les forces de sécurité. Les habitants du Nigeria sont pris en tenaille, confrontés à la fois aux attaques de Boko Haram et aux mesures prises par le pays pour lutter contre le terrorisme, qui entraînent souvent de nouvelles atteintes aux droits humains.
- Le 7 février, la police et l'armée des **Maldives** ont chassé du pouvoir le président Mohamed Nasheed. Les sympathisants du Parti démocratique maldivien, qu'il dirige, sont toujours visés par des attaques. Les troubles avaient débuté à la fin de l'année 2011, menés par des groupes islamistes influents et des personnalités politiques de l'opposition en particulier qui rejetaient des appels à la liberté religieuse et à un moratoire sur la flagellation.
- La période qui a précédé l'élection présidentielle de février au **Sénégal** a été marquée par la violence politique. Les manifestations publiques ont été interdites et les forces de sécurité ont, à plusieurs reprises, eu recours à une force excessive contre les manifestants à Dakar, la capitale, et dans d'autres villes du pays, tuant plusieurs personnes. Un policier a également été tué dans les affrontements.
- Le 22 février, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution étendant le mandat de l'AMISOM, la Mission de l'Union africaine en Somalie, portant ses effectifs à plus de 17 000 personnes et lui adjoignant des troupes kenyanes. Une conférence qui a eu lieu au Royaume-Uni le 23 février s'est conclue sur un accord en faveur d'une action internationale pour stabiliser la situation en Somalie avant la fin de la période de transition, en août.
- Le 14 mars, la **Cour pénale internationale** a déclaré Thomas Lubanga Dyilo, dirigeant d'un groupe armé congolais, coupable d'avoir utilisé des enfants dans le conflit armé de **République démocratique du Congo** entre 2002 et 2003.
- Une résolution du **Conseil des droits de l'homme** des Nations unies, appelant le **Sri Lanka** à mettre un terme à l'impunité dont bénéficient depuis longtemps les auteurs de violations des droits humains, a été adoptée par les États membres le 22 mars à Genève, à 24 voix pour, 15 contre et huit abstentions. Cette résolution intervient alors que des allégations crédibles font état de graves violations du droit international dans le cadre du long conflit armé qui sévit au Sri Lanka.
- Le jour de l'adoption par les Nations unies de la résolution pour le Sri Lanka, un coup d'État militaire au **Mali** a renversé le président Amadou Toumani Touré. Ce coup d'État a fait suite à un soulèvement militaire mené par des groupes armés islamistes et touaregs.



- Le **Japon** a fait un grand pas en arrière le 29 mars en procédant à trois exécutions, les premières en près de deux ans, à Tokyo, Hiroshima et Fukuoka. Les condamnés ont été pendus. Le ministre de la Justice, Toshio Ogawa, a donné son accord, expliquant que c'était son « devoir ».
- En mars également, le gouvernement de **Singapour** a révélé qu'au moins quatre personnes avaient été exécutées et cinq condamnées à mort en 2011. En 2011, le gouvernement avait fait un pas dans la bonne direction en publiant les statistiques de l'année 2010 dans le rapport annuel de son administration pénitentiaire. Selon les services pénitentiaires singapouriens, il y a eu six exécutions judiciaires en 2008, cinq en 2009 et aucune en 2010.
- En avril, le président de la **République démocratique du Congo**, Joseph Kabila, a laissé espérer que Bosco Ntaganda, dirigeant de groupes armés qui avait été intégré aux forces armées de RDC, pourrait être arrêté et jugé. Le retrait de Bosco Ntaganda et de certaines de ses troupes des forces armées à la suite de cette annonce a relancé le conflit dans l'est du pays, déplaçant des milliers de personnes.
- En **Guinée-Bissau**, des manifestations pacifiques ont été réprimées dans la violence et d'importantes restrictions ont été imposées aux médias à la suite d'un coup d'État militaire mené le 12 avril. Plusieurs personnalités politiques continuent de se cacher, de crainte d'être arrêtées.
- Le 14 avril, le **Conseil de sécurité des Nations unies** a enfin décidé de réagir face à la violence et aux violations des droits humains qui se poursuivent en **Syrie** en votant le déploiement d'observateurs militaires pour permettre l'instauration d'un cessez-le-feu dans le pays. Le blocage d'une résolution similaire en octobre 2011, lorsque la Chine et la Russie ont usé de leur droit de veto, avait été considéré comme une trahison à l'égard du peuple syrien. La montée de la violence se poursuit malgré la présence d'observateurs des Nations unies.
- Le 26 avril, les juges du Tribunal spécial pour la **Sierra Leone** ont déclaré Charles Taylor coupable de complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et d'avoir incité à commettre de tels crimes pendant la guerre civile dans ce pays.
- En avril également, le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé à mettre fin à la montée des tensions entre le **Soudan** et le **Soudan du Sud**. Le nombre croissant de heurts ces derniers mois à la frontière qui les sépare fait craindre une aggravation de la situation à la suite des tentatives infructueuses visant à résoudre les différends, apparus entre les deux pays depuis que le Soudan du Sud a fait sécession, concernant les hydrocarbures, la sécurité et la définition des frontières.
- Au **Myanmar**, les droits humains ont progressé le 2 mai, lorsqu'Aung San Suu Kyi, dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie, est entrée au Parlement. Assignée à résidence pour 21 ans, elle a été libérée en novembre 2010, au bout de 15 ans. Au total, la Ligue nationale pour la démocratie a obtenu 44 sièges à l'issue des élections.
- Aux **États-Unis**, l'acte d'accusation de cinq détenus de Guantánamo soupçonnés d'avoir planifié les attaques du 11 septembre 2001 a été lu le 5 mai ; les cinq hommes seront jugés devant une commission militaire.
- La capture du commandant de l'Armée de résistance du Seigneur, Caesar Acellam, par les forces armées en **Ouganda** laisse espérer que Joseph Kony pourrait également être bientôt traduit en justice.

/FIN